



Parti socialiste



Sozialdemokratische Partei

Résolution : Congrès PSF de Billens du 4 mars 2010

Mesures d'économie sur le dos des cantons :

Le Conseil d'Etat doit rappeler la droite parlementaire à ses responsabilités

Suite aux annonces d'économies de la Confédération notamment dans la santé, la formation, les transports publics et l'agriculture, le Parti socialiste fribourgeois demande au Conseil d'Etat de ne pas se contenter d'exprimer son inquiétude quant aux graves conséquences de ce programme pour notre canton, mais de remettre en question la politique des caisses vides menée par la majorité parlementaire fédérale et de demander à toute la députation fribourgeoise de prendre ses responsabilités en conséquence.

Le programme d'économies lancé par la Confédération constitue non seulement un report de charges sur les cantons et les communes, mais aussi et surtout un démantèlement massif de prestations publiques, notamment :

- Par la suppression de plusieurs dizaines de lignes de bus dans notre canton et la menace contre les projets régionaux des CFF, avec à la clé un affaiblissement de l'ensemble du réseau de transports publics vers lequel les lignes menacées drainent aujourd'hui des passagers, et une menace existentielle pour le projet de RER fribourgeois;
- Par les coupes dans les soutiens financiers aux accueils extrascolaires, à l'heure où le Parlement vient de suivre à une claire majorité une proposition d'origine socialiste visant à prolonger le financement actuel pour ces accueils ;
- Par les réductions dans le domaine AI et dans les prestations complémentaires AVS/AI, qui touchent les personnes les plus précarisées dans notre pays et qui chargeront les budgets sociaux des communes ;
- Par les coupes grossières prévues dans les budgets de la formation, alors que notre pays et particulièrement notre canton ont fait de la formation de haute qualité une de nos principaux atouts ;
- Par les diminutions supplémentaires des ressources dans l'agriculture, le secteur forestier et des institutions particulières telles que le haras fédéral à Avenches, qui touchent un secteur déjà fortement affecté par l'évolution internationale et qui mérite un soutien particulier.

A l'heure où ces mesures de démantèlement sont annoncées, il est de bon ton, dans toutes les sensibilités politiques, de protester contre les effets négatifs pour notre canton. Cela confine pourtant à l'hypocrisie lorsque les mêmes acteurs – et notamment les tenants outranciers du moins d'Etat - participent proactivement à toutes les mesures dont le but est de vider les caisses publiques au bénéfice des personnes et des entreprises qui en ont le moins besoin. Il est irresponsable de réduire progressivement les ressources des pouvoirs publics et de jouer ensuite les vierges effarouchées lorsque les conséquences d'une telle politique doivent être assumées !

Le Parti socialiste fribourgeois, de concert avec la représentation chrétienne-sociale, demande par conséquent au Conseil d'Etat de s'opposer par tous les moyens tant au démantèlement des prestations mentionnées qu'aux politiques de cadeaux fiscaux au bénéfice des contribuables les plus aisés, qui mènent aux caisses vides et sont ainsi la cause première des démantèlements. Le PSF demande au Conseil d'Etat de s'adresser à l'ensemble de la députation fribourgeoise aux Chambres fédérales pour agir dans ce sens et ainsi dans l'intérêt du canton.